

## Archives et Droits de L'Homme

Permettez-moi de féliciter les organisateurs de cette conférence d'avoir choisi comme thème "Archives et Droits de l'Homme", un thème qui est nouveau et actuel.

Le rapprochement de ces deux notions est à première vue surprenant.

Les Archives sont "vieilles comme le monde". Elles existent depuis l'origine de l'humanité, même si leurs principes, leurs formes et leurs finalités ont profondément évolué. Les Droits de l'Homme sont au contraire, comme un homme politique français l'aurait dit du bonheur à la fin du XIXe siècle, une idée neuve. Toutes les sociétés et beaucoup d'individus ont voulu, pour des raisons politiques, administratives, philosophiques conserver des traces de leur existence et de leur évolution, aussi bien ceux qui ont violé les Droits de l'Homme que ceux qui ont tenté de les respecter.

Le concept des Droits de l'Homme a des origines lointaines, dans différentes civilisations. Mais il ne s'est généralisé sous sa forme moderne que depuis deux siècles, c'est-à-dire ce qu'on a appelé en Europe "les lumières". La dernière étape de cette évolution remonte au milieu du siècle dernier, au lendemain de la guerre mondiale. Par un retournement dialectique, les pires violations des droits de l'homme, qui ont caractérisé les régimes totalitaires et le colonialisme, ont abouti à leur affirmation solennelle dans l'un des textes fondateurs des Nations unies, la déclaration universelle de 1948. De tels documents ont été adoptés par la plupart des pays et en ce moment même par l'Europe, sous la forme de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

En quoi les Archives sont-elles concernées par cette évolution ? Essentiellement, de deux manières.

En premier lieu, elles doivent contribuer à conserver à la fois la mémoire des progrès des Droits de l'Homme et celle de leurs violations.

En second lieu, elles sont un instrument privilégié de la mise en œuvre des droits de citoyenneté les plus récemment apparus : la transparence et la participation.

Le premier problème est malheureusement toujours actuel, en ce qui concerne les violations massives des droits dans les systèmes répressifs. Le fascisme, les guerres, le colonialisme ont donné lieu à des violations graves et répétées des droits individuels et collectifs : génocides, tortures, discriminations de toutes sortes.

Lorsque ces crimes se terminent, arrive le temps des épurations et des réparations. Il faut punir ceux qui les ont commis et dédommager ceux qui les ont subis. Dans ces périodes, les archives ont un rôle essentiel à jouer, pour permettre d'identifier les coupables et les victimes, d'apprécier les responsabilités des uns et les pertes des autres. C'est le problème de la transition entre un état arbitraire et un état démocratique, qui s'est posé bien souvent dans la période récente et encore aujourd'hui, sur tous les continents et sous des formes variées. Ces problèmes seront particulièrement étudiés au cours de cette conférence. Ils ont reçu des solutions différentes. L'une des plus intéressantes a été la création dans une vingtaine de pays et en particulier dans celui qui nous accueille aujourd'hui, l'Afrique du Sud, de commissions "vérité et réconciliation", qui ont essayé de combiner le besoin de savoir et celui de rendre justice et qui pouvaient ainsi contribuer à éviter la répétition des crimes en permettant d'en connaître mieux les causes et les mécanismes.

Les problèmes posés aux Archives dans ces périodes de transition sont difficiles : faut-il en principe conserver tous les documents de la période criminelle ? Faut-il leur appliquer le droit commun des archives ou les soumettre à des règles différentes et les confier à des institutions spécifiques ? Faut-il les ouvrir à tous ou en limiter l'accès ? Comment concilier la recherche de la vérité et le respect de la vie privée ? Le devoir de mémoire et le droit à l'oubli ? Il n'y a sans doute pas de réponse unique à ces questions ;

il faut tenir compte des circonstances propres à chaque pays ou à chaque peuple mais du moins les principes fondamentaux d'un état de droit doivent-ils être respectés; c'est le cas par exemple de la procédure contradictoire, de l'application des principes d'égalité et d'impartialité, du rejet des discriminations injustifiées. Le rôle des services d'archives est évidemment fondamental pour la mise en application de ces principes.

Dans ces cas, les Archives doivent aider à la juste réparation des torts et à la punition et au châtement de leurs auteurs. Leur rôle est plus actif dans la mise en œuvre de droits nouveaux, qui font partie de ce qu'on a appelé la "troisième génération des Droits de l'Homme", après les libertés civiles et politiques et les droits économiques et sociaux. Il s'agit du "droit de savoir" et du "droit de participer". La démocratie traditionnelle se résumait, dans les meilleurs des cas, à la consultation périodique de la population, à la liberté de la presse et au pluralisme des opinions. Mais ces principes étaient limités par des règles de secret, qui empêchaient les citoyens d'être pleinement informés sur les questions générales qui les préoccupent ou sur les problèmes qui les concernent personnellement.

Même dans les démocraties les plus avancées, les secrets d'Etat étaient importants, notamment dans les domaines de la police, de l'armée, de la diplomatie, de la monnaie; il s'y ajoutait, pour le secteur économique et social, le secret des affaires et le secret bancaire. Cette tradition de secret était maintenue à la fois par les administrateurs et par les services d'archives et donnait lieu notamment aux règles sur la communication des documents. Dans la deuxième moitié du XXe siècle, un mouvement qui s'était développé depuis longtemps dans des pays comme la Suède, a atteint les Etats comme la France dans lesquels les règles de secret étaient encore fortes. L'on a ainsi pu parler de "fin du secret". L'expression était sans doute un peu trop forte mais elle exprimait bien une évolution qui a atteint la plupart des pays du monde, à des degrés divers; la "glasnost" en Union soviétique en est un exemple frappant.

L'évolution n'a pas atteint son terme, mais elle est sans doute irréversible. Désormais, la loi a moins pour objet de protéger les secrets de l'administration que d'ouvrir aux citoyens ses archives. La transparence est devenue un élément essentiel de la démocratie, car elle permet aux citoyens de se prononcer sur les problèmes de la société en meilleure connaissance de cause; les archivistes sont ses principaux auxiliaires. Pour prendre l'exemple de la France trois lois sont intervenues en 1978 et 1979: elles intéressent respectivement les fichiers informatiques, l'accès aux documents administratifs et l'ouverture des archives; sur la base de vingt ans d'expériences, elles ont été renforcées et mieux coordonnées par une loi de l'an 2000. Une cinquième loi est en préparation sur les archives. Ainsi les archivistes, qui étaient les gardiens des secrets de l'Etat sont devenus les agents de l'ouverture de ses dossiers. C'était en quelque sorte une révolution culturelle, qui ouvrait un nouveau chapitre des relations entre les Archives et les Droits de l'Homme. Les archivistes se trouvent ainsi appelés à jouer un rôle essentiel dans l'application du principe de transparence et, à travers lui de la participation aux décisions, considérée comme un élément clé de la démocratie contemporaine et comme un facteur facilitant l'intervention de la "société civile" dans la vie politique.

Guy Braibant

## Los archivos de la represión: balance y perspectivas

Han pasado diez años desde que la Conferencia Internacional de la Mesa Redonda de Archivos (CITRA) aprobó la creación de un grupo de trabajo en el seno del Consejo Internacional de Archivos para el estudio de los archivos de los servicios de seguridad del estado de los desaparecidos regímenes represivos. Se trataba de analizar la situación de los fondos documentales relativos a la represión política producidos y acumulados en aquellos regímenes de los que comenzaban a desprenderse múltiples países europeos, africanos y asiáticos, envueltos en un amplio proceso de democratización desde finales de los años ochenta. La comunidad internacional de archiveros se hacía así eco de la preocupación manifestada por los colectivos defensores de los Derechos Humanos en relación con la pervivencia de tales documentos, esenciales para exigir responsabilidades, para garantizar las hipotéticas reparaciones, para reconstruir la Historia Social o para asegurar la perpetuación de la memoria colectiva; así como por las cuestiones éticas y deontológicas implícitas en la custodia y el tratamiento de tales fondos. La otra tarea que había de asumir ese grupo de trabajo era la de presentar un conjunto de recomendaciones, elaboradas a partir del estudio mencionado, sobre las actuaciones a acometer con esos conjuntos de documentos en los procesos de transición política hacia la democracia. Ese trabajo se llevaría a cabo, finalmente, entre los años 1994 y 1995, en el marco de un convenio de colaboración suscrito al respecto entre la UNESCO y el Consejo Internacional de Archivos, por un grupo de expertos que tuvo el honor de presidir<sup>1</sup>. Diez años después de tomada la iniciativa, parece éste, pues, un buen momento para hacer balance de la evolución de la situación y del alcance del informe. Por otra parte, el foro no podía ser más adecuado, no sólo por la continua preocupación mostrada por la CITRA sobre el tema, sino por el lugar de celebración de esta conferencia: Ciudad del Cabo, una de las más emblemáticas ciudades del mundo en cuanto a la defensa de los derechos humanos, en un país implicado en una de las transiciones políticas más profundas y esperanzadoras de la historia contemporánea.

### Preocupación por el tema

Esta preocupación del Consejo Internacional de Archivos o la UNESCO por el futuro de estos archivos ha sido compartida por otras instituciones y, sobre todo, ha contado con la presión de la llamada sociedad civil, con numerosos colectivos promoviendo actividades de todo tipo en torno a la conservación y uso de esta documentación. En estos diez años se han celebrado múltiples conferencias, simposios, jornadas y seminarios en torno al tema de los archivos de los servicios de seguridad en los países en transición, desde muy diversas perspectivas, generalmente parejas a los diferentes modelos de transición política. En un esfuerzo de síntesis podríamos clasificar estos encuentros o iniciativas en tres grupos diferentes: 1) archivos e investigación, 2) archivos y memoria colectiva y 3) archivos, depuración de responsabilidades y compensación a las víctimas.

En el primer grupo definido se situarían los encuentros de los historiadores e investigadores en general, preocupados por el acceso a las fuentes para el estudio de la historia reciente, a veces largamente tergiversada. Este tipo de acercamiento al tema ha sido

<sup>1</sup> Disponible en Internet en inglés y castellano, desde 1996, en la página web de la UNESCO: [www.unesco.org/webworld/public\\_domain/security.htm](http://www.unesco.org/webworld/public_domain/security.htm). Un resumen del informe se publicaría por el Consejo Internacional de Archivos, en inglés y francés: Antonio González Quintana, "Archives of the Security Services of Former Repressive Regimes". En: *Janus*, 1998.2: "Les archives des services de sécurité des anciens régimes répressifs". En: *Janus*, 1999.1.

característico en los países ex - comunistas de la Europa Central y del Este, en los que la apertura de los archivos a la investigación supuso la posibilidad de aproximarse a un conocimiento científico del pasado, negado por el régimen represivo. La consulta de estos fondos documentales, con importantes apoyos internacionales, ha producido una cosecha historiográfica sin precedentes, no sólo en los países afectados por los cambios políticos sino también en muchos de los países calificados de "enemigos" de éstos en el periodo de la "Guerra Fría". Podemos citar, entre otros muchos encuentros, por su importancia, los dos siguientes:

*Archives of Political parties after the collapse of Communism*, Budapest, 16-27 julio 2000.

Round-Table "The Opening the Archives and the History of Communism 1990-2000", the 19<sup>th</sup> Congress of Historical Sciences, Oslo, 6-13 agosto 2000.

El segundo grupo lo forman los encuentros sobre la memoria colectiva, el derecho a la verdad, y el deber de recordar. Están apoyados, principalmente, por los colectivos sociales que buscan, en la perpetuación de la memoria de los horrores, la justicia reparadora que los tribunales son incapaces de propiciar a las víctimas de la represión. En estos encuentros se ha reflexionado ampliamente sobre el papel de los archivos en ese intento de construir acervos para la memoria colectiva. Interesa, desde esta perspectiva, ver cómo los documentos pueden ayudar a que no se olviden ni la represión ni sus víctimas. Tienen una finalidad práctica muy concreta, didáctica: la de que esos acontecimientos nunca más vuelvan a repetirse. Este acercamiento al tema ha sido fundamentalmente característico de América Latina, en donde múltiples huellas de la represión y de las atrocidades relacionadas con ella han sido borradas por los regímenes dictatoriales, pretendiendo así que resulte más fácil sembrar la duda en torno a los testimonios de las víctimas o de sus familiares y amigos, en una estrategia de olvido consciente, tendente a negar la existencia de gravísimos crímenes. Algunos de estos encuentros, en orden cronológico son:

Taller "Preservación de la Memoria Histórica: documentos y archivos de derechos humanos en el Cono Sur", Santiago de Chile, 25-28 abril 1999.

Conferencia Internacional "The Memory of the Century", Viena (IWM), 9-11 marzo 2000.

Seminario Internacional "Arquivos da Relação. Autoritarismo, repressão e memória. Uma História Contemporânea", Río de Janeiro, septiembre 2000.

*Memória das Ditaduras. Instrumentos para a Consolidação dos Direitos Humanos*, Porto Alegre (III Fórum Social Mundial), enero 2003.

En el tercer grupo de encuentros situamos los eminentemente dedicados al tema de los archivos como medio para el ejercicio de los derechos reconocidos a las víctimas de la represión en el proceso de transición política y como instrumentos de información preferente para la depuración de responsabilidades por la violación de los derechos humanos. Merecen ser destacados los siguientes:

Seminario Internacional "Impunidad y sus Efectos en los Procesos Democráticos", Santiago de Chile, 14 de diciembre de 1996.

*Mortos e Desaparecidos Políticos: Reparação ou Impunidade*, Sao Paulo, 8-10 abril 1997<sup>2</sup>.

International Conference "Archives of Repressive Regimes in the Open Society", Riga, 4-5 junio 1998.

<sup>2</sup> *Mortos e desaparecidos políticos: reparação ou impunidades?*. Sao Paulo: Humanitas FFLCH/USP, 2000.

*Verbrechen im Parteiauftrag. Akten, Archive, Aufarbeitung der kommunistischen Vergangenheit in Ostmitteleuropa*, Tutzing, 26-28 octubre 1998<sup>3</sup>.

*II Jornadas de Archiveros sin Fronteras*, "Archivos y Derechos Democráticos", Barcelona, 21 y 22 febrero 2003.

Pero, sin duda por su trascendencia, es obligada la referencia al foro internacional más importante en el que esta cuestión se ha debatido: la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas.

Poco después de finalizado el trabajo del grupo ICA-UNESCO sobre los Archivos de la Seguridad del Estado de los Desaparecidos Regímenes Represivos, que aprobó su informe final en la reunión celebrada en Salamanca, en diciembre de 1995, Louis Joinet (que venía trabajando en el tema de la impunidad de las violaciones de derechos humanos desde 1991) presentaba su primer informe a la Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a las Minorías, de la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas<sup>4</sup>, sobre *Principios para la Protección y la Promoción de Derechos Humanos para combatir la Impunidad*; en 1997 presentaría su informe final revisado que, finalmente, sería elevado a la Comisión de Derechos Humanos el 17 de abril de 1998 (52 reunión), que lo recogería en su resolución sobre la "Impunidad"<sup>5</sup>. En ese informe de L. Joinet se proclama, como derecho colectivo, el "Derecho a saber", entendiendo por tal no sólo como el derecho individual que toda víctima o sus familiares tienen a conocer lo que ocurrió con ellas, que sería el simple derecho a la verdad, sino que, además, el "derecho a saber", dice Joinet, es también un derecho colectivo que hunde sus raíces en la historia, para evitar que puedan reproducirse en el futuro las violaciones. Implica tanto el derecho inalienable a la verdad (Principio 1) -la verdad acerca de los acontecimientos sucedidos y las circunstancias y los motivos que llevaron, mediante la violación masiva y sistemática de los derechos humanos, a la perpetración de crímenes aberrantes - como el "deber de recordar" (Principio 2), que incumbe al Estado, a fin de protegerse contra esas tergiversaciones de la historia que llevan por nombre revisionismo y negacionismo. En efecto, el conocimiento por un pueblo de la historia de su opresión forma parte de su patrimonio y debe por ello conservarse. Tales son los principales objetivos del derecho a saber como derecho colectivo.

Esta definición del derecho a saber como un derecho colectivo es plenamente coincidente con la planteada, como derecho a la verdad, en nuestro informe ICA-UNESCO, y, aunque no se exprese exactamente en los mismos términos, la mención del "deber de recordar" como una de las partes esenciales del "derecho a saber" podría ser equiparada con el "derecho a la memoria colectiva", que también mencionamos en nuestro informe de 1995, al referirnos a la integridad de la memoria escrita con inclusión, obviamente, de la represión como parte inseparable de la historia de un pueblo. Impedir configurar un pasado edulcorado y ausente de periodos oscuros es favorecer el mecanismo del, a veces penoso, "deber de recordar".

A continuación, en el informe se proponen dos series de medidas para hacer valer este derecho colectivo: la primera, la de crear comisiones extrajudiciales de investigación histórica; la finalidad de la segunda serie de medidas reside en preservar los archivos relacionados con las violaciones de los derechos humanos, indicando que, especialmente durante un proceso de transición, el derecho a saber implica la necesidad de conservar los archivos.

<sup>3</sup> Dagmar Unverhau (Hrsg.), *Lustration, Akenöffnung, demokratischer Umbruch in Polen, Tschechien, der Slowakei und Ungarn: Referate der Tagung des BStU und der Akademie für politische Bildung Tutzing vom 26 - 28. 10. 1998*. Münster, Lit Verlag, 1999.

<sup>4</sup> UN doc. E/CN.4/Sub.2/1996/18, 20 de junio de 1996.

<sup>5</sup> C.H.R. res. 1998/53, ESCOR Supp. (No. 3) at 175, U.N. Doc. E/CN.4/1998/53 (1998).

Las disposiciones adoptadas a esos efectos abarcan los siguientes ámbitos:

- medidas de protección y de represión para impedir la sustracción, la destrucción y la desviación;
- creación de un inventario de los archivos disponibles, en el que figuren los archivos en poder de terceros países, para, con su cooperación, poder hacerlos accesibles y, en caso necesario, restituirlos;
- adaptación a la nueva situación de la reglamentación en materia de acceso y consulta de esos archivos, ofreciendo, en particular a cualquier persona acusada en ellos, la posibilidad de incorporar documentos a su expediente en ejercicio de su derecho de réplica.

Los principios concretos del informe Joinet que recogen las propuestas sobre los archivos de la represión son los siguientes:

#### Principio 13

Medidas de preservación de los archivos: el derecho a saber implica la necesidad de preservar los archivos. Se deberán adoptar medidas cautelares para impedir el secuestro, la destrucción, la disimulación o la falsificación de los archivos en que se recogen las violaciones cometidas.

Después de adoptarse esas medidas urgentes se introducirán reformas legislativas o de otra índole para reglamentar de manera permanente el almacenamiento de esos archivos, su conservación y su consulta según los principios que se exponen más adelante; en cuanto a los archivos nominativos, se adoptarán medidas específicas de conformidad con el Principio 18. Por otra parte, se invita a los terceros países que estén en posesión de tales archivos a que cooperen con miras a su restitución.

La sustracción de los archivos, especialmente con fines comerciales, se reprimirá severamente.

#### Principio 14

Administración de los centros de archivo: se adoptarán medidas para que cada centro de archivo esté bajo la responsabilidad de una persona nombrada al efecto. Si esa persona ya estaba a cargo del centro, deberá ser expresamente confirmada en su cargo con sujeción a las modalidades previstas en los Principios 49 y 50.

#### Principio 15

Medidas administrativas relativas al inventario de los archivos: al comienzo se dará prioridad al inventario de los archivos almacenados, incluidos, siempre que estén dispuestos a cooperar, los que se encuentran en terceros países, y a la verificación de la fiabilidad de los inventarios existentes. Deberá prestarse especial atención a los archivos de los lugares de detención, en especial si oficialmente no se reconocía su existencia.

#### Principio 16

Medidas para facilitar la consulta de los archivos: se deberá facilitar la consulta de los archivos, sobre todo para favorecer la investigación histórica. En principio, las formalidades de autorización tendrán por única finalidad permitir el control de la consulta y no podrán aplicarse con fines de censura.

#### Principio 17

Cooperación de los servicios de archivo con los tribunales y las comisiones extrajudiciales de investigación: los tribunales y las comisiones extrajudiciales de investigación, así como los investigadores que trabajen bajo su responsabilidad, deberán poder consultar libremente los archivos. En principio, no se podrá invocar la confidencialidad por razones de defensa. Sin embargo, en virtud de su poder soberano de apreciación, los tribunales y las comisiones extrajudiciales de investigación podrán decidir, a título excepcional, no hacer públicas ciertas informaciones que puedan comprometer el proceso de restablecimiento del estado de derecho al que contribuyen estas comisiones.

#### Principio 18

Medidas específicas relativas a los archivos de carácter nominativo:

- Se considerarán nominativos a los efectos del presente Principio los archivos que contengan información que permita, de la manera que sea, directa o indirectamente, identificar a las personas a las que se refieren, cualquiera que sea el material utilizado para archivar la información, ya se trate de legajos o de ficheros manuales o informatizados.
- Toda persona tendrá derecho a saber si figura en dichos archivos y, llegado el caso, después de ejercer su derecho de consulta, a impugnar la legitimidad de las informaciones que le conciernan ejerciendo el derecho de réplica. El documento en que exponga su propia versión deberá adjuntarse al documento impugnado.
- Salvo cuando tales informaciones se refieran a sus responsables o a colaboradores permanentes de los servicios de seguridad e información, las informaciones nominativas que figuren en los archivos de esos servicios no podrán ser las únicas pruebas de cargo, a menos que sean corroboradas por otras fuentes fidedignas y diversificadas.

Los derechos individuales a la investigación histórica y, sobre todo, a conocer qué documentación sobre uno mismo pudiera existir en un archivo, conocido como *habeas data*, son asimismo coincidentes con los enunciados en el informe del Consejo Internacional de Archivos (ICA-UNESCO). Pero son las medidas propuestas por Joinet para garantizar la preservación de los fondos documentales, especialmente en los períodos de transición política, lo que más llama la atención en este informe jurídico, porque no es frecuente que los archiveros encontremos una interlocución tan en sintonía con otros colectivos sociales a los que, desgraciadamente, no hemos sido capaces de transmitir la importancia de conservar y tratar profesionalmente los documentos para facilitar el ejercicio de los derechos que las leyes reconocen.

Por fin, otro importante foro en el que se ha debatido en estos años sobre archivos y derechos humanos ha sido a Comisión Interamericana de Derechos Humanos de la Organización de Estados Americanos. En 1998, coincidiendo con el cincuenta aniversario de la Declaración Universal de los Derechos Humanos, en su 101 período de sesiones, la Comisión recomendaba a los estados miembros que "*adopten las medidas legislativas y de otra naturaleza que sean necesarias para hacer efectivo el derecho de libre acceso a la información existente en los archivos y documentos en poder del Estado, particularmente en los casos de las investigaciones tendentes al establecimiento de la responsabilidad por crímenes internacionales y graves violaciones de los derechos humanos*"<sup>6</sup>.

#### Superación del marco geográfico: la dimensión internacional del tema

Si amplio ha sido el debate sobre los archivos de la represión, los acontecimientos de estos últimos diez años en relación con la globalización de la justicia no han sido menos trascendentes para el tema que nos ocupa.

En los países envueltos en procesos de transición de regímenes totalitarios a sistemas políticos democráticos, la vinculación archivos-derechos humanos adquiere una dimensión especial. Con frecuencia mencionamos la importancia que los documentos generados en torno a la represión política tienen para perpetuar la memoria de los pueblos, en la medida en que son testimonio insustituible de la represión sufrida por los mismos, pero el más importante argumento para defender la conservación de los documentos represivos en los nuevos regímenes democráticos radica en la importancia que tienen para las personas afectadas por la represión como víctimas directas o indirectas de

<sup>6</sup> Comunicado de prensa N° 21/98

ella, ya que serán esenciales en la nueva situación política para el ejercicio de determinados derechos individuales: rehabilitación, amnistía, reparaciones, indemnizaciones, pensiones, restitución de bienes... A todas estas consideraciones de orden doméstico habría que añadir la dimensión internacional que a esta vinculación entre archivos y derechos humanos incorpora el concepto de justicia universal que, si bien se había enunciado en los años cuarenta en la convención contra el genocidio o el proceso de Nüremberg, sólo se ha planteado como práctica jurídica generalizada a partir de experiencias tan recientes como la creación del Tribunal para el estudio de los crímenes en la antigua Yugoslavia, el Tribunal de Ruanda o las actuaciones del juez Garzón contra Augusto Pinochet y otros jueces y fiscales en diferentes rincones del mundo, y cuya conclusión esperanzadora la constituye la Corte Penal Internacional, incluso teniendo en cuenta el terrible obstáculo que supone la abierta hostilidad que Estados Unidos ha venido manifestando contra la nueva institución desde la Conferencia de Roma de 1998 y que se ha incrementado de manera muy notoria desde el comienzo de la administración Bush en enero de 2001<sup>7</sup>. A pesar de este muy grave contratiempo para la globalización de la Justicia Universal, ahora sí parece tomar cuerpo la consideración de las atrocidades cometidas por los responsables de aquellos regímenes como crímenes contra la humanidad, lo que posibilita la intervención de terceros países en la persecución de los mismos. La falta de prescripción para estos delitos y la generalización de prácticas como la del juez Baltasar Garzón<sup>8</sup>, ampliamente seguida en otras latitudes<sup>9</sup>, vienen a avalar la recomendación de que los archivos de la Seguridad del Estado de los desaparecidos regímenes represivos sean conservados y protegidos, considerándolos Patrimonio de la Humanidad. En resumen, estos conjuntos documentales deben quedar a disposición de los pueblos, para no cercenar parte de su memoria colectiva, ni de esa otra memoria universal necesaria para la lucha contra la barbarie que supone la sistemática violación de los derechos humanos y, con las garantías pertinentes, para ser puestos al servicio de la causa de los derechos humanos. Así, la responsabilidad en su custodia trasciende los límites de los estados, por cuanto la investigación y sanción de las violaciones de los derechos humanos trasciende el interés particular de una sociedad determinada, transformándose en un asunto de interés de toda la comunidad internacional<sup>10</sup>.

### Superación del marco cronológico: la dimensión atemporal del tema

Pero no solamente los acontecimientos han superado el marco geográfico de los países afectados por la transición política, sino que también ha superado el marco temporal de la propia transición. En primer lugar hemos de analizar las iniciativas de reconsideración de la forma que tomaron tales procesos de transición, como las planteadas en Argentina, donde la Cámara de Diputados, por iniciativa del gobierno de Néstor Kirchner, ha abolido las leyes de Punto Final y Obediencia Debida, despejando, de esta manera, el camino para que sean juzgados en el país los responsables de violaciones de derechos humanos durante el régimen militar. En esta nueva situación se han cursado nuevos órdenes de detención contra los represores de la dictadura argentina y se han reabierto expedientes de extradición. Así, el juez Rodolfo Canicoba Corral, a partir de la solicitud de extradición del juez Baltasar Garzón ordenó detener a 45 militares ex represores. El

<sup>7</sup> Hernando Valencia Villa. "Los Estados Unidos de América contra la Corte Penal Internacional". En: *Tribuna americana*, n.º 1, Junio 2003.

<sup>8</sup> Para los detalles sobre estas intervenciones véase: *El caso de España contra las dictaduras chilena y argentina: los documentos del juez Garzón y la Audiencia Nacional*. Barcelona, Planeta, 1998.

<sup>9</sup> Además de la detención, desafuero y procesamiento del general Augusto Pinochet a partir de las iniciativas de la Unión Progresista de Fiscales de España, en 1996, y del juez de la Audiencia Nacional española, Baltasar Garzón, podemos mencionar el proceso seguido en Francia contra el capitán Astiz de la marina argentina o las actuaciones del juez Luna, en México, contra el capitán Cavallo.

<sup>10</sup> Patricia Schaulsohn Brodsky. "Administración de Justicia y Corte Penal Internacional". En: *Hacia una cultura de los derechos humanos* (Alfred García, ed.). Ginebra, 2000.

magistrado español había solicitado su extradición a España para juzgarlos por violaciones a los derechos humanos. En la orden estaban incluidos los ex dictadores Jorge Rafael Videla y Emilio Eduardo Massera, así como los ex generales Luciano Benjamín Menéndez y Antonio Domingo Bussi, responsables de ejecuciones y desapariciones. El mismo juez ordenó la detención del marino Alfredo Astiz, condenado en rebeldía a cadena perpetua en Francia. Todos ellos beneficiados hasta ahora por las leyes de Punto Final y Obediencia Debida.

También en Chile, en 2003, el gobierno Lagos ha creado la Comisión Nacional sobre Prisión Política y Tortura, con 45 oficinas repartidas por todo el país, con el objetivo de recoger la máxima información sobre las víctimas de la represión y, proponer medidas integrales de reparación, en un claro intento de superar las metas alcanzadas por la Corporación para la Reparación y la Reconciliación, en la década de los noventa.

Por otra parte, encontramos el caso de países que supuestamente concluyeron su transición política hace años y en los que ahora surgen reivindicaciones de información sobre sucesos o episodios de la represión nunca desvelados, como sería el caso de los desaparecidos españoles en los primeros años de la dictadura franquista. Los hijos y nietos de los españoles desaparecidos en la España de los años cuarenta han creado diversas asociaciones para tratar de localizar el lugar en que yacen sus familiares y conseguir las pruebas que les permitan, entre otros fines, regularizar los datos del registro civil, esenciales para rehacer sus vidas familiares. Algunas organizaciones no gubernamentales, atendiendo las peticiones de esos colectivos hacían público recientemente un comunicado en el que revelaban la necesidad de disponer de listados de los archivos y de otras fuentes documentales que puedan contener información relevante sobre la localización de las víctimas o sobre las circunstancias de su "desaparición" o, en su caso, su ejecución extrajudicial. Todo ello, como podemos apreciar, casi sesenta años después de que se produjeran tales desapariciones<sup>11</sup>. La distancia en el tiempo no ha sido óbice para que, en este caso, España pase a engrosar la lista confeccionada por Amnistía Internacional de países con desaparecidos.

Algo similar a las desapariciones de españoles en los años cuarenta ha sucedido con los desaparecidos mexicanos en la década de los setenta. A pesar de los aspectos de democracia formal, no ha sido hasta la llegada del gobierno Fox que ha podido ser atendida la demanda de esclarecimiento de más 500 desapariciones forzadas, formulada sin interrupción por el Comité Eureka desde que se produjeron, atribuidas a la gubernamental Brigada Blanca de los cuerpos policiales mexicanos, de mal recuerdo para los defensores de los derechos humanos. Así, el nuevo gobierno encargó una investigación sobre estas desapariciones a la Comisión Nacional de Derechos Humanos. Después del informe producido en 2001 por esta Comisión, el gobierno Fox daría un paso más en el esclarecimiento de estas violaciones de los derechos humanos, ordenando (Diario Oficial de la Federación de 18 de Junio de 2002) que la totalidad de expedientes, documentos e información en general generados por las extintas Dirección Federal de Seguridad y Dirección General de Investigaciones Políticas y Sociales, custodiados hasta entonces por el Centro de Investigación y Seguridad Nacional, una vez transferidos al Archivo General de la Nación, fueran abiertos al público<sup>12</sup>.

Todas estas realidades nos vienen a confirmar la necesidad de pensar en la conservación de los documentos de los servicios de información del Estado vinculados a la represión por más tiempo del meramente necesario para satisfacer las necesidades inmediatas de las víctimas o, en general, de los protagonistas del momento político de la transición más inmediata.

<sup>11</sup> Manifiesto conjunto de Amnistía Internacional, Greenpeace e Intermón ante las Elecciones Generales de 2004: [http://www.a-i.es/esp/docs\\_esp.shtm](http://www.a-i.es/esp/docs_esp.shtm)

<sup>12</sup> Debo esta información a la gentileza del licenciado José Enrique Pérez Cruz, del Archivo de la Universidad Autónoma de México, quien me facilitó una copia de su trabajo "Los archivos policíacos y de seguridad nacional abren por primera vez sus puertas con la nueva legislación". Septiembre de 2002.

### Superación del marco de los sistemas políticos represivos: las fuentes sobre la represión política en los regímenes de tradición democrática

Desgraciadamente, las violaciones de derechos humanos por parte de instituciones públicas no son, ni han sido, patrimonio exclusivo de los regímenes represivos. Importantes fondos documentales sobre violaciones graves de los derechos humanos se han producido en países de amplia tradición democrática o, al menos, con avales de ser tales, bien referentes a algún momento concreto de crisis política (México, 1968 y década de los 70, como hemos visto en líneas anteriores) o bien relativos a la represión de minorías concretas de grupos políticos, étnicos, indígenas o aborígenes, casos de Puerto Rico, con la minoría hispana independentista<sup>15</sup>, Australia o Canadá con sus minorías indígenas. Son también frecuentes los escándalos que, de cuando en cuando, sacuden las conciencias de los países democráticos al darse a conocer episodios de guerra sucia en la lucha antiterrorista: casos de España (guerra sucia contra ETA), Francia (actuaciones policíacas contra los independentistas argelinos), Reino Unido (acciones policíacas contra el IRA) o Estados Unidos (la "caza de brujas" vivida en el período del Maccarthismo, la segregación racial en los estados sureños o, más recientemente, la negación de derechos a los enemigos en la "guerra" contra el terrorismo internacional). Citemos, en fin, la importancia de las fuentes de inteligencia de los Estados Unidos para documentar las violaciones de los derechos humanos en América Latina y que empiezan a ser conocidas gracias a la tímida desclasificación de documentos de sus servicios secretos que se va consiguiendo a partir de demandas de acceso, amparadas por la Ley de Libertad de Información<sup>16</sup>.

No parecería lógica una llamada a la importancia ética de conservar los documentos que testimonian la violación de los derechos humanos en los países que han sufrido recientemente un régimen tiránico y obviar, en cambio, la pervivencia de los testimonios de otras atrocidades por el hecho de haberse producido en países en principio respetuosos con los derechos humanos. Hemos de ampliar la petición de conservación de los fondos documentales de la represión haciendo llegar la misma también a los países que, con unas reglas de juego democráticas, han cometido graves violaciones de los derechos humanos, si bien avaladas por la recia raigambre de su abolengo democrático. También sería un avance muy importante en la defensa de estos derechos el que la comunidad internacional de archiveros asumiera, en su código ético, que estos profesionales no aceptarán la imposición por los poderes públicos del secreto profesional sobre la existencia de documentos en los archivos que testimonien violaciones de derechos humanos por parte de instituciones públicas o de personas responsables de las mismas. En esa línea sería muy positivo el impulso a la elaboración de leyes que impidan ese amparo en el secreto oficial de las violaciones de los derechos humanos. Como ejemplo, puede citarse la nueva Ley de Secretos de Estado de Letonia que, en su artículo 5, prohíbe asignar el estatus de secreto de estado o de acceso restringido a la información sobre violaciones de derechos humanos.

### Superación del marco de las fuentes meramente represivas en la defensa de los derechos humanos: los otros fondos sobre la represión

Algo que ha quedado enormemente claro en el debate abierto sobre los archivos, la represión política y la defensa de los derechos humanos, es que hay que considerar, para

<sup>15</sup> Agradezco la generosidad de Joel A. Blanco, al facilitarme su interesantísimo trabajo: "The Forbidden Files: Creation and Use of Surveillance Files Against the Independence Movement in Puerto Rico". University of Michigan, School of Information.

<sup>16</sup> Hemos de destacar, al respecto, las iniciativas de organismos como la ONG "National Security Archive", o la entidad Open Society Archives.

tener una visión completa del tema y porque en algunos casos constituyen la única fuente de información, no sólo los archivos de los servicios de seguridad del estado o los archivos de la represión en puridad, sino también los fondos documentales producidos por las entidades de defensa de los derechos humanos o los propios organismos de investigación sobre el pasado y de gestión del mismo. En este último capítulo, además de los testimonios recogidos por las comisiones oficiales de investigación, las comisiones de la verdad como la chilena, la salvadoreña, la sudafricana, la panameña, la peruana, o tantas otras, son de destacar las fuentes recopiladas por otras comisiones de investigación, no oficiales, vinculadas a las iglesias o a otros movimientos sociales. La importancia de archivos como el de la Vicaría de la Solidaridad en Chile ha llevado a plantear su inclusión en el programa Memoria del Mundo de la UNESCO. Otros archivos de este tipo merecen asimismo una valoración especial; entre ellos citaremos el archivo del movimiento "Brasil Nunca Más"<sup>15</sup>. Es éste un caso especialmente interesante, al basar las investigaciones en fuentes oficiales obtenidas a partir de la duplicación semiclandestina de los procesos de la Justicia militar conservados en el Tribunal Superior Militar (Brasilia). Los expedientes eran demandados por los abogados de las víctimas de la represión que pretendían acogerse a la Ley de amnistía de 1979, otorgada por el Gobierno de João Figueiredo. Tales copias pasarían a convertirse en el fondo documental "Testemunhos Pró Paz", conservado en el Archivo de la Curia Metropolitana de São Paulo así como también (copias en microfilme y formato digital, desde 1987) en Ginebra, en la sede del Consejo Mundial de Iglesias, y en Chicago, en el Latin American Microform Project-Lamp. Precisamente se comparaba el informe de "Brasil Nunca Más" con el "Nunca Más" publicado en Argentina por la CONADEP, y con otros libros o informes que denuncian la represión política en América Latina concluyendo que por primera vez las denuncias se formulaban basadas en documentos oficiales, registrados en auditorías militares, sin que se pudiera dudar, como en los otros casos, de la veracidad de las denuncias obtenidas de testimonios dados al margen de las instituciones judiciales<sup>16</sup>.

En cuanto a la tipología de fondos documentales sobre la represión política, es muy clarificadora la clasificación que Elizabeth Jelin hace de los mismos en tres tipos de "acervos archivísticos": 1) los de las instituciones represivas, 2) los de los organismos de investigación sobre el pasado, como las Comisiones de la Verdad y 3) los archivos de las propias asociaciones de defensa de los derechos humanos o de los movimientos de resistencia a las dictaduras o los regímenes represivos<sup>17</sup>.

### El balance de los últimos diez años

Analizados los retos que la evolución de los acontecimientos políticos y sociales nos plantean, procede acercarse al estudio de la evolución de los fondos documentales relacionados con la defensa de los derechos humanos con el fin de hacer un balance de la situación a fecha de hoy. La conclusión inicial debe ser que tal balance es esencialmente positivo, si bien quedan aún importantes lagunas que deberán tratar de solventarse en el futuro. El balance lo afrontamos desde los siguientes enfoques: 1) localización y conservación de fondos documentales, 2) nueva legislación sobre archivos en general o sobre archivos de la represión en particular, 3) nuevas leyes e instituciones en relación con la gestión del pasado y, 4) nuevas instituciones archivísticas.

<sup>15</sup> BRASIL: *Nunca Más*. Rio de Janeiro: Vozes, 1985.

<sup>16</sup> Ludmila Da Silva Catela. "Territorios de memoria política". En: *Los archivos de la represión: documentos, memoria y verdad*. Madrid: Siglo XXI, 2002.

<sup>17</sup> Elizabeth Jelin. *Los Archivos de la represión: documentos, memoria y verdad*. Madrid, 2002.

### Localización y conservación de fondos documentales

El periodo de tiempo que analizamos ha venido a confirmar la tesis de la necesidad del archivo para la represión sistemática en los regímenes totalitarios. Así, el volumen que suelen alcanzar, proporcional a su tiempo de actividad, hace muy difícil su completa destrucción, aunque muchos de los responsables de las atrocidades estén interesados en ella. Por eso no es fácil aceptar la inexistencia de estos documentos a la finalización de la etapa represiva. Al contrario, no nos sorprende que hayan sido bastantes los archivos localizados, algunos de ellos muy significativos.

Desde que a finales de 1992 fuesen localizados en Paraguay los archivos de la denominada Policía Técnica, o servicios de seguridad del gobierno de Stroessner para la represión política<sup>18</sup>, ha sido constante, al menos en América Latina, la demanda de que los archivos de la represión fueran localizados y abiertos a un uso democrático. Ha habido numerosos indicios sobre la existencia de archivos de la represión en Argentina o Uruguay, pero la localización de los archivos de los servicios represivos de Haití o Camboya, de algunos organismos de inteligencia policial en Argentina y, sobre todo, los de las policías políticas en Brasil, ha confirmado esa esperanza sobre la existencia de los documentos, a pesar de su pretendida destrucción.

Los archivos de la policía política uruguaya fueron objeto de debate a partir de que uno de los supuestos represores implicados en los juicios promovidos después de conocido el informe de la Comisión para la Paz, especie de comisión uruguaya de la Verdad, el coronel Manuel Cordero, utilizara en su defensa un legajo con documentación de la policía política para impugnar al juez que, de acuerdo con uno de los documentos contenidos en él, habría sido subordinado del acusado en el siniestro Organismo Coordinador de Operaciones Antisubversivas (OCA).

Según este testimonio, el Juez Balcaldi, entre 1975 y 1980, habría sido parte de una red en la Facultad de Derecho para descubrir qué estudiantes pertenecían a la Federación de Estudiantes Uruguayos<sup>19</sup>. Las preguntas obvias que surgían eran dos: ¿quién controla los archivos de la OCA cuya existencia había sido negada reiteradamente? y ¿se conservan las fichas de los colaboradores de la OCA? La demanda de apertura de estos archivos y su control por las autoridades democráticas de Uruguay está hoy mucho más justificada.

Tampoco faltan los testimonios sobre la existencia de un archivo argentino sobre desaparecidos durante la dictadura militar y que habría sido sacado del país con destino a Suiza, previa microfilmación. Así, en declaraciones del ex agente de los servicios de inteligencia Leandro Sánchez Reisse a una comisión del Senado de los Estados Unidos, el 23 de julio de 1987, manifestaba que en la banca suiza fueron depositadas fichas de los desaparecidos en la Argentina. A partir de ahí, numerosas actuaciones de los jueces Bagnasco de Argentina y Garzón de España, así como la fiscal suiza Carla del Ponte, han tratado de seguir la pista a las cuentas y datos existentes en la banca de este último país, relativos a los supuestos represores argentinos.

Pero, como indicábamos unas líneas más arriba, ha sido la localización, en 1998, del Archivo de la División de Inteligencia de la Policía de Buenos Aires (DIPBA)<sup>20</sup> y el encargo de su gestión por parte del gobierno de la provincia a la Comisión Provincial para la Memoria, el hecho que ha supuesto un mayor avance en la puesta a disposición de los ciudadanos argentinos de fuentes primarias directas sobre la represión política. En menor medida ha tenido también un importante peso la recuperación de algunas series

<sup>18</sup> Bocia, González, Palau. *Es mi informe. Los archivos secretos de la Policía de Stroessner*. Asunción, 1994 y González Vera, Myriam. "Los archivos del Terror de Paraguay. La historia oculta de la represión". En: *Los archivos de la represión*. (Op. Cit.).

<sup>19</sup> Gabriel Mazzarovich. "Que muestren todos los archivos de la dictadura". En: *La Republica*, 30 de julio de 2003.

<sup>20</sup> Dario Olmo. "Reconstruir desde restos y fragmentos. El uso de archivos policiales en la Antropología Forense en Argentina". En: *Los archivos de la represión...* (Op. Cit.).

documentales de fondos de la policía en el Archivo General de la Provincia de Santa Fe y que han permitido aclarar, al menos, 19 casos de desaparecidos<sup>21</sup>.

En América Latina han sido localizados, en este periodo, otros importantes archivos de servicios represivos, si bien con suerte dispar.

En 1994 fueron localizados por las tropas de Estados Unidos comisionadas por Naciones Unidas como parte del contingente multinacional creado al amparo de la resolución 940 del Consejo de Seguridad, los archivos de inteligencia de las fuerzas armadas de Haití. Las citadas tropas intervenían en apoyo a las autoridades constitucionales de Haití que demandaban ayuda para poner fin a la dictadura militar que, de facto, regía el país y para reponer en su integridad al gobierno constitucional. Inmediatamente después de la llegada a Haití de las tropas internacionales, equipos de incautación de documentos del ejército de Estados Unidos entraron en las oficinas del ejército haitiano y del paramilitar Frente Nacional para el Avance del Progreso de Haití (FRAPH). Los documentos incautados por estos equipos fueron transportados a los Estados Unidos sin conocimiento ni consentimiento del Gobierno de Haití; contenían, según los relatos de soldados y oficiales implicados en esta actuación, entre otros materiales, fotografías de responsables de violaciones de derechos humanos y víctimas de los mismos, cintas de audio y vídeo de sesiones de torturas y documentos referentes a la estructura de los organismos y a su personal. Estos documentos son importantes para los habitantes de ese país tanto para establecer la verdad acerca de la dictadura militar que lo rigió de 1991 a 1994 como para preparar los casos contra los responsables de violaciones de los derechos humanos. Serían en particular importantes para incriminar a los líderes militares y paramilitares implicados en los más graves crímenes contra la Humanidad. En el frágil proceso de transición abierto a partir de ese momento, las autoridades haitianas no dejaron de reivindicar la devolución al país de ese material, reivindicación que hizo suya la Misión Civil Internacional de la Organización de Estados Americanos y de las Naciones Unidas en Haití<sup>22</sup>.

Pero, sin duda, la experiencia más importante en América Latina en cuanto a la recuperación de archivos de la represión, la ha vivido Brasil que, entre 1991 y 1996, ha localizado y transferido a los archivos públicos los fondos de las policías políticas de muchos de sus estados: Río de Janeiro, São Paulo, Pernambuco, Maranhão, Río Grande do Sul, Río Grande do Norte, Paraná, Goiás, Alagoas y Espírito Santo. A pesar de que los fondos de los servicios de información militares no han sido localizados o, al menos abiertos al público, las fuentes de las Delegaciones de Orden Público y Social (DOPS) han constituido fuentes de extraordinario valor para el ejercicio del *habeas data*, reconocido en la constitución brasileña, para la reclamación de compensaciones por parte de las víctimas de violaciones de los derechos humanos y para la localización de desaparecidos. La ubicación definitiva de estos fondos ha variado de unos estados a otros. Así en unos casos la documentación ha sido transferida al Archivo Público, en otros al Archivo Histórico.

En algún caso, como en Río Grande do Sul, aún ubicados en la sede del Archivo Histórico del Estado se han constituido Centros de memoria (Acervos de Memoria) que se han hecho cargo de la gestión de los fondos para los fines de reparaciones a las víctimas y consolidación de la memoria colectiva. También por su peso específico en el conjunto de los países de su continente, merece una reseña especial el caso de los fondos de las policías políticas de Río de Janeiro, por cuanto se han integrado en el Archivo Público del Estado que ha conseguido que el edificio de la antigua DOPS sea la definitiva sede del archivo, consolidándolo así como un lugar de memoria de la represión y abriendo un campo mayor a iniciativas culturales que abundan en la intervención activa del archivo como institución en la conformación de la memoria colectiva,

<sup>21</sup> Ana María Cechini de Dallo. "La demanda de las víctimas de un antiguo régimen represivo". En: *Comma*, 2003, 2-3.

<sup>22</sup> *Situación de la democracia y de los derechos humanos en Haití. Informe del Secretario General*. Naciones Unidas Asamblea General. A/52/986. 20 de Julio de 1998.

superando su mero carácter de fedatario del pasado<sup>23</sup>.

Los archivos de la policía política camboyana que existió durante el régimen de los Khmeres Rojos (Santebal) se localizaron en Phnom Penh en 1996 por parte del Centro de Documentación de Camboya del Programa sobre el Genocidio Camboyano, establecido en 1995 en la capital del país con la intención de recopilar cuanta documentación pudiese ilustrar los asesinatos masivos producidos en la desaparecida "Democrática Kampuchea". El Programa sobre el Genocidio Camboyano es un proyecto del Programa de Estudios sobre el Genocidio, de la Universidad de Yale, patrocinado en principio por la Oficina de Investigaciones sobre el Genocidio Camboyano del Departamento de Estado de los Estados Unidos y, posteriormente, apoyado también por Australia y Holanda. Los documentos del Centro de documentación son tratados (descritos y microfilmados) y, posteriormente, ofrecidos a la comunidad investigadora por la propia Universidad de Yale.

Por último, en el ámbito europeo, podemos afirmar que, en la práctica totalidad de los países excomunistas, se han conservado y puesto bajo la nueva administración los archivos de las policías políticas. Desde los decretos de la Federación Rusa de agosto de 1991 que pusieron los archivos de los servicios represivos soviéticos bajo la custodia de los Archivos Nacionales Rusos, se han ido identificando y transfiriendo a los archivos nacionales, o creando instituciones archivísticas imbricadas en el sistema archivístico del país, los fondos de las policías políticas y el resto de los cuerpos especializados en la represión

### Nueva legislación archivística

A partir de la Ley de Archivos de la desaparecida Stasi<sup>24</sup>, otros países de Centro Europa han tratado de crear estructuras similares a las del Comisionado Federal para la Administración de los Archivos de la desaparecida Stasi (conocida popularmente como oficina Gauck por el nombre de su primer comisionado federal, el reverendo Joachim Gauck), así como de producir Leyes que, inspiradas en la alemana, permitieran la investigación sobre la existencia de antecedentes, como agentes o colaboradores de las policías políticas, de políticos y responsables públicos en los nuevos regímenes democráticos, conocidas como leyes de examen. El resultado ha sido finalmente posible en Hungría, Polonia y la República Checa, si bien con un alto coste político, dadas las resistencias por parte del poder a dejar de utilizar el control de esos antecedentes como arma de desprestigio de los adversarios políticos. Una oficina "Gauck" a la húngara se ha puesto en marcha en Budapest, si bien su prestigio social no ha llegado a las cotas de la oficina germana<sup>25</sup>. En efecto, en 1996 se aprobaba en Hungría la Ley de Examen, tras un primer intento fallido en 1994, y se fundaba la Oficina Histórica<sup>26</sup>, que había de conservar los documentos de los servicios de seguridad del estado. Poco antes, se había aprobado en 1995 la Ley de Archivos que acortaba los treinta años de espera para la consulta de los documentos del Partido Comunista, abriendo éstos a la investigación hasta el año 1989. Polonia también se planteó la creación de su oficina "Gauck" en 1996. El primer ministro Jozef Oleksy declaraba a la prensa el 19 de enero de 1996 que había llegado el momento de hacer públicos los archivos evitando que pudieran ser usados con

<sup>23</sup> Ludmila da Silva Catela. "Territorios de memoria política". En: *Archivos de la represión...* (Op. Cit.).  
<sup>24</sup> Gesetz über die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik (Stasi-Unterlagen-Gesetz -Stug)-Act regarding the Records of the state Security Service of the former German Democratic Republic (Stasi Records Act). 20 de diciembre de 1991.  
<sup>25</sup> János M. Rainer. "Opening the Archives of the Communist Secret police. The experience in Hungary". Ponencia presentada a la Mesa Redonda *La Apertura de los Archivos y la historia del Comunismo 1990-2000*, del 19º Congreso de Ciencias Históricas. Oslo, 2000.  
<sup>26</sup> Ungarisches Gesetz Nr. XXIII Vom 05.04.1994  
 Über Die Überprüfung Von Personen, Die Einige Wichtige Ämter Bekleiden Und Über Das Historische Amt

fines políticos por los servicios especiales. El organismo se llamaría Comisión de la Confianza Pública e iría acompañado de una Ley de Examen (Lustration Gesetz) que establecería el análisis obligatorio del pasado del presidente, los ministros, los gobernadores provinciales, los miembros del parlamento, los jueces y fiscales<sup>27</sup>. La República Checa, en fin, aprobó dos leyes de examen a partir de 1991<sup>28</sup> con las que pretendía evitar la presencia de antiguos funcionarios o colaboradores de la StB, el servicio secreto de seguridad en la era comunista, en los puestos directivos de los organismos del Estado, el ejército, la Policía y los servicios penitenciarios. En 1996 mediante otra ley pasaba a regular el uso de los archivos de la desaparecida policía política<sup>29</sup>.

Rusia ha seguido una práctica reformadora en absoluto rupturista, optando por la vía de poner bajo la autoridad del Archivo Nacional, transfiriendo al mismo algunos fondos, pero, sobre todo, situando dentro del sistema de archivos de Rusia los antiguos archivos de los servicios centrales de los organismos represivos, si bien con nuevos nombres. De acuerdo con el decreto presidencial de agosto de 1991, los archivos centrales del KGB fueron transferidos a la jurisdicción del sistema de archivos del Estado, bajo la autoridad del Rosarkiv. En cuanto a los fondos de los organismos represivos, el mayor caudal informativo lo gestiona el TsA FSB Rossii (Archivo Central del Servicio Federal de Seguridad), que conserva intactos los fondos centrales del KGB y de sus organismos predecesores en la represión política. Otros fondos represivos ubicados en una amplia red de archivos públicos quedaron, en igual situación, al amparo del decreto citado. La legislación rusa sobre el uso de estos fondos no es muy precisa y, si bien se acepta generalmente el derecho de las víctimas a consultar los expedientes que les afectan, el resto de consultas, sobre todo por parte de los investigadores, quedan, en gran medida, a la discreción de los responsables de los distintos archivos, y numerosos documentos están aún pendientes de desclasificación.

La evolución legislativa del resto de países de la antigua URSS ha sido, en cambio, muy distinta. Así, por ejemplo, Ucrania había producido tres leyes en 1994 desde su declaración de estado soberano: Ley de Información, Ley del Archivo Nacional las Instituciones Archivísticas y Ley de Secretos de Estado. Con este conjunto legislativo tratando de olvidar los principios de primacía de los intereses del Estado y del Partido, se pretendía asegurar derechos individuales como el derecho a la seguridad y el derecho a la protección de los datos personales. Esta legislación es la que rige para el acceso a los fondos de la liquidada KGB ucraniana y en el marco de la misma los derechos de los antiguos miembros del Partido Comunista de la Unión Soviética también son respetados: sólo podrán investigar sobre ellos los tribunales de justicia y la fiscalía así como las personas mismas concernidas, sus familiares directos o sus herederos<sup>30</sup>.

En Estonia, los archivos de los desaparecidos servicios secretos pertenecen al Sistema Nacional de Archivos desde 1993. En marzo de 1994 fue aprobada la Ley que regula el uso de los archivos de los desaparecidos servicios secretos. Esta disposición hace un balance entre derechos colectivos e individuales, permitiendo un acceso ilimitado a las víctimas de la represión a los expedientes que les conciernen (en Estonia se reconoce el derecho legal de las víctimas de la represión a una compensación y a la restitución de las propiedades confiscadas), permite la investigación histórica, limitando el uso de los datos referentes a la intimidad de las personas. La Ley también prohíbe la

<sup>27</sup> Polnisches Gesetz Nr. 443 Vom 11.04.1997  
 Über Die Offenlegung Der Tätigkeit In Den Sicherheitsorganen Des Staates Oder Der Inoffiziellen Zusammenarbeit Mit Ihnen In Den Jahren 1944-1990 Von Personen In Öffentlichen Ämtern  
<sup>28</sup> Tschechoslowakisches Gesetz Nr. 451 Vom 04.10.1991  
 Über Einige Weitere Voraussetzungen Für Die Ausübung Einiger Funktionen In Staatlichen Organen Und Organisationen Der Tschechischen Und Slowakischen Föderativen Republik, Der Tschechischen Republik Und Der Slowakischen Republik Czechoslovakian  
<sup>29</sup> Tschechisches Gesetz Nr. 140 Vom 26.04.1996  
 Über Das Zuganglichmachen Von Akten, Die Aufgrund Der Tätigkeiten Der Ehemaligen Staatssicherheit Angelegt Wurden  
<sup>30</sup> Boris V. Ivanenko. "Ukrainian archives statutory and ethical problems". En *Jamus*, 1994.1.

destrucción de archivos del antiguo régimen represivo así como imposibilita su exportación<sup>31</sup>.

Letonia promulgó su Ley de Archivos en 1993 que regula el acceso a los fondos conservados en los archivos públicos del país. Al año siguiente se promulgó una ley especial para regular la conservación y el acceso a los fondos del desaparecido Comité de Seguridad del Estado, con el fin de poder conocer a las personas que colaboraron con el KGB, similar a las analizadas leyes de examen propias del ámbito centro-europeo.

Como modelo de actuación en los países de la antigua URSS podemos citar el caso de Lituania. Por el Decreto 452, de 12 de abril de 1996 (que deroga el 551, de 22 de Julio de 1993), aprueba el Reglamento de Almacenamiento, Gestión, Investigación y Uso de la Parte Especial de los Fondos Archivísticos del Estado de Lituania, enmendado por el Decreto 1069, de 29 de septiembre de 1997. Define los fondos que se conservarán en esta Parte Especial: los archivos de los desaparecidos Servicios de Seguridad e Inteligencia que operaban en Lituania, incluyendo la división lituana del KGB, así como los archivos del Ministerio del Interior de la desaparecida República Socialista Soviética de Lituania y del Partido Comunista de Lituania. Prescribe las condiciones de conservación, las condiciones de acceso a los depósitos, el registro de consultas y la obligatoriedad de restituir a su lugar, diariamente, los documentos consultados por el personal técnico del archivo o por los usuarios, salvo las excepciones contempladas para el préstamo al Departamento de Seguridad del Estado de Lituania, al Fiscal del Estado o a los tribunales que puedan demandarlos, hasta un máximo de dos meses. Se establece la vigilancia armada del depósito en que se custodien los archivos de la división lituana del KGB. Establece que estos fondos se podrán usar para el establecimiento de responsabilidades en el genocidio lituano y para la restauración de derechos civiles. Los expedientes de los antiguos agentes de los Servicios Secretos (KGB y Ministerio del Interior de la República Socialista Soviética de Lituania), así como los expedientes sobre operaciones de estos servicios, sólo podrán consultarse con la autorización del Departamento de Seguridad del Estado de Lituania, del Fiscal del Estado, de los tribunales o del Centro para la Investigación del Genocidio Lituano. El resto de los documentos se podrá consultar, con fines de investigación científica, con autorización del Departamento de Archivos de Lituania, de Instituciones Científicas lituanas, del Ministerio del Interior o de Centro para la Investigación del Genocidio Lituano.

### Nuevas leyes e instituciones sobre la gestión del pasado

Las comisiones de la verdad han continuado siendo el medio, oficial en la mayoría de los casos, extraoficial en los menos, a través del cual los países en vías de transición a la democracia han afrontado el pasado relativo al régimen represivo recientemente superado. Las creadas durante estos diez últimos años, algunas de las cuales ya hemos mencionado en ese texto, han sido muy numerosas. La más reciente de ellas, la Comisión Verdad y Justicia de Paraguay, creada el 16 de octubre de 2003. Hemos visto, además se ha citado anteriormente algún ejemplo, que el modelo de comisiones de la verdad se ha extendido incluso a países de tradición democrática para el estudio de episodios de violación de derechos humanos, como México o Perú.

En 1995 aparece, no obstante, una institución de gran interés para analizar la evolución de la gestión de los episodios de represión del pasado. En Brasil, se crea una Comisión Especial de ámbito federal, para dictaminar la muerte de los desaparecidos y su inclusión entre las muertes debidas a la violencia de la represión política y en tal caso la pertinencia de indemnización por el Estado a sus familiares. Se trata de una experiencia gubernamental, oficial, pero que no pretende, como las comisiones de la verdad, un

<sup>31</sup> Valdur Ohmann. "The archives of the secret services of the Estonian SSR, their preservation and the current regulation of their accessibility. Survey of the situation in Estonia". En: *International conference. Archives of Repressive Regime in the Open Society (Thesis)*. Riga, 4-5 June 1998.

estudio global sobre las atrocidades pasadas, una catarsis colectiva. Al contrario, persigue una actuación con fines muy concretos encaminados a satisfacer demandas concretas de las víctimas de la represión política. La Ley 9140, de 4 de diciembre de 1995, conocida como "Ley de los Desaparecidos", reconoce como muertas a personas desaparecidas en razón de participación política, o acusación de participación política, en el periodo de 2 de septiembre de 1961 a 15 de agosto de 1979. Para tal reconocimiento crea una Comisión Especial compuesta por siete miembros nombrados por el Presidente de la República, de los cuales cuatro serán escogidos, respectivamente, entre los miembros de la Comisión de Derechos Humanos de la Cámara de Diputados, los familiares de los desaparecidos, los miembros del Ministerio Público y las Fuerzas Armadas. Para sus fines, esta Comisión podrá solicitar "documentos de cualquier organismo público" (art. 9.1).

En el Estado de Río Grande do Sul, por Decreto n° 39.680, de 24 de agosto de 1999, se crea una Comisión especial para organizar un acervo histórico de lucha por la democracia y de denuncia de las violaciones de las libertades democráticas y de los derechos humanos cometidas por la Dictadura Militar instalada el 31 de marzo de 1964. Tal acervo estaría constituido por todo tipo de materiales: documentos, libros, folletos, publicaciones periódicas, etc., donados por particulares u organizaciones no gubernamentales, documentos audiovisuales, documentos públicos pertenecientes a órganos de la administración del Estado o de otras esferas de la federación, y testimonios personales registrados sobre ese periodo histórico y susceptibles de ser convertidos en publicación. Por Decreto 40.318, de 28 de septiembre de 2000, desclasifica los documentos de las policías políticas que actuaron en el Estado de Río Grande do Sul y del resto de los archivos de la represión política en poder del Estado. Del mismo modo, los archivos de los servicios de información de la policía bonaerense se han puesto a disposición de la Comisión de la Memoria, incluido el edificio en que aquella estaba radicada, del mismo modo que el Archivo Público del Estado de Río de Janeiro obtuvo como sede el edificio del extinguido Departamento de Orden Político y Social.

### Viejas y nuevas instituciones archivísticas

En unos casos, archivos centrales de los servicios policiales encargados de la represión política se han mantenido en el mismo edificio que antes ocuparan esos mismos servicios (el ejemplo más paradigmático podría ser el de la Lubiánka en Moscú<sup>32</sup>); en otros, los fondos han sido transferidos a los archivos nacionales y se han incorporado a ellos como uno más de los producidos por las administraciones públicas; en un tercer bloque encontraríamos las nuevas instalaciones creadas para acoger los fondos en una nueva institución, el menos frecuente. Incluso en este último caso nos encontramos con que se recurre, como sucede con la Comisión Provincial por la Memoria, en Buenos Aires, que acoge tanto el Archivo de la DIPBA como otros fondos producidos por entidades defensoras de derechos, al viejo edificio que había sido, en tiempos de la Dictadura, sede de la División de Inteligencia. Este recurso a los lugares emblemáticos nos viene a confirmar que el mantenimiento del mismo edificio contribuye a la consolidación de la memoria colectiva.

El lema que encontramos en una placa a la entrada del edificio de la Comisión por la Memoria de Buenos Aires ("donde habitó el horror reinará la vida") nos hace, sin embargo, una clara referencia a que esta vieja institución ha dado paso a una nueva entidad que actúa justamente como su contrario, dentro del efecto bumerán del que hemos hablado en ocasiones anteriores<sup>33</sup>. Los documentos aquí custodiados no serán ya más

<sup>32</sup> Vitali Chentaliski describe muy bien su experiencia al entrar en la Lubiánka para iniciar su trabajo de investigación sobre los archivos literarios. *De los archivos literarios del KGB*. Madrid, 1994.

<sup>33</sup> Antonio González Quintana. "Archivos y Derechos Humanos". En: *Actas del VII Congreso Nacional de ANABAD: Información y derechos de los ciudadanos: Teoría y realidad en el XX aniversario de la*

fuente de sufrimiento, tortura o muerte, sino que deben ser una herramienta para la reparación de las atrocidades cometidas y una vacuna contra el olvido. Esta vuelta a las prisiones, a los centros siniestros de información, se debe hacer, no obstante, con nuevas leyes y, sobre todo, con un nuevo compromiso ético por parte de los archiveros y el personal a cargo del archivo. Ambos ingredientes, derecho positivo y ética, deben actuar como la cal desinfectante que haga que estos edificios pierdan de forma absoluta toda relación con el papel que jugaron en la etapa anterior.

Si es más apropiada la creación de instituciones archivísticas como centros de memoria, como oficinas de gestión de reparaciones, o como asépticos lugares de suministro de fe pública sería objeto de una reflexión que exigiría otro artículo. En todo caso es claro que la elección responde, en gran parte, a modelos de transición y a ámbitos geográficos de comunes tradiciones archivísticas y culturales en general, y que las tres tienen ventajas e inconvenientes. La misma opción, por otra parte, puede evolucionar de formas muy diferentes. La credibilidad, en efecto, tiene un altísimo peso específico: buena ley y mala práctica es un combinado muy a menudo servido a los ciudadanos. Es en ese terreno en el que las asociaciones profesionales tienen un reto ineludible. Muchos archivos públicos, en los países que salen del túnel de la dictadura o del régimen represivo, cargan con el peso de una imagen negativa en cuanto al respeto a los derechos de los ciudadanos por el trato desigual e incorrecto a los usuarios. En otros casos, el archivo, cuyo valor esencial reside en tratar los documentos como conjuntos producidos por una institución o persona en el ejercicio de sus funciones, puede perder su esencia si mezcla sus materiales con documentos de otro tipo (libros, videos, fuentes orales...), si las nuevas instituciones, en definitiva, no tienen los profesionales adecuados para diferenciar el trato de unos y otros documentos.

A modo de conclusión me gustaría señalar que dos son los retos principales de los archiveros en relación con los archivos de la represión: compromiso ético con los derechos humanos y compromiso deontológico con nuestra profesión. La evolución de los acontecimientos ha sido positiva en cuanto a la recuperación y apertura de archivos. El derecho internacional ha evolucionado, en el plano teórico sobre todo, pero también en la creación de instituciones como la Corte Penal Internacional, en coincidencia con nuestras propuestas. En este panorama nuestro papel debe situarse a la altura de las circunstancias, eso sí, con los paraguas preparados por sí las nubes negras que la tensión internacional ha provocado en los últimos años descargan un fuerte aguacero sobre los Derechos Humanos.

Antonio González Quintana

## Prosecution and Resistance, Compensation and Reconciliation – Two Repressive Systems in a Country. *The Case of German Archives*

When I entered the Bundesarchiv (Federal Archives of West Germany) in 1968, the daily work of a clear majority of my colleagues was heavily influenced by the criminal heritage of the Nazi regime as well as by the division of the country into at least five parts. When I retire on 1 March 2006, there will still be some work to be done in this respect, but there is no division of the country nor any discussion about borders and – even more important – there will be a democratic, political and archival tradition of 60 and 15 years respectively. Since, for more than 30 years, I have personally experienced the archival consequences originating from two repressive systems of different political colours, both violating human rights, I feel entitled to briefly summarise the roles which German archival institutions, and in particular the Bundesarchiv, have played.

### The Nazi Past

The Archives of the German Reich were established at Potsdam only in 1919. Between 1945 and 1990 Potsdam belonged to the Soviet zone of occupation or the German Democratic Republic (East Germany) with the consequence that the Federal (or West German) government founded the Bundesarchiv at Koblenz in 1952. The founding fathers started to run an archival institution without archival materials, since – the exceptions prove the rule – the archives and records of central German provenance were kept in Vienna (up to 1806) or Potsdam (1867 to 1933/34), whereas the bulk of the records from the Nazi period (1933/34 to 1945) had been seized by the Allied powers. The first task of the western Bundesarchiv as well as of the eastern Deutsches Zentralarchiv, therefore, was the return of captured German records from Allied custody. Both succeeded to a large extent, in the East earlier than in the West, in the West more comprehensively than in the East.

### Investigations against Nazi criminals

From the late 1950s the returned records and archives which had remained in Germany were used as evidence for investigations against Nazi criminals. The justice and police authorities responsible, in particular the head office for investigations against Nazi criminals at Ludwigsburg, were permanent guests of the Bundesarchiv. There was daily co-operation between archivists and prosecutors for at least two decades. This resumed in 1990 when the archives in former East Germany were opened. The co-operation was always guided by the joint conviction of the criminal character of the Nazi regime. The prosecutors and the archivists profited from each other in the field of international relations, since the Bundesarchiv knew of many foreign institutions keeping German archival materials of interest to the prosecutors and the prosecutors allowed the Bundesarchiv to take copies from the materials they had received from abroad. With the support of the Bundesarchiv and other archival institutions, German and foreign alike, more Nazi criminals could be punished than without that support. The archivists' job was not only to provide the materials, but also to analyse them formally and substantially. This task seems to be coming to an end. The best evidence for this is the fact that the records of the Ludwigsburg office were taken over by the Bundesarchiv at the beginning of 2001